

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 14 – décembre 2025

⌚ L'économie de Noël : dynamique et effets de seuil en Autriche, Croatie et Slovénie

Malgré leurs limites méthodologiques, les données disponibles mettent en évidence un fort "effet décembre" dans la conjoncture économique en Autriche, en Croatie et en Slovénie, du fait à la fois du tourisme et d'une accélération des dépenses domestiques. Il reste qu'un bond de la fréquentation touristique, lorsqu'elle se concentre sur trois ou quatre semaines, crée des effets de seuil - saturation, conflits d'usage, coûts pour la collectivité - qui viennent relativiser son bénéfice économique immédiat. Les villes les mieux équipées pour gérer ces effets (Vienne) en tirent un avantage net. Celles qui connaissent un essor rapide (Zagreb) en ressentent davantage les déséquilibres.

Flux touristiques, consommation et attractivité : estimation de l'impact des fêtes de fin d'année sur les économies de l'Autriche, de la Croatie et de la Slovénie

En Autriche, Croatie et Slovénie, les fêtes de fin d'année combinent un pic de fréquentation touristique, une accélération de la consommation, une mobilisation du commerce et des services, et une intensification des activités culturelles. Même si les données disponibles restent imparfaites -il n'existe pas réellement, dans ces pays, de comptabilité publique explicitement "spéciale Noël"- les ordres de grandeur permettent d'en évaluer l'impact économique.

En Autriche, où le tourisme représente 6 % du PIB (méthode agrégée), la période hivernale (qui englobe la saison de ski et les fêtes de fin d'année) concentre une part importante de l'activité. Bien qu'aucune statistique n'isole les nuitées strictement liées à Noël ou au Nouvel An, les mois

de décembre et janvier comptent parmi les plus chargés de l'année. Dans ce contexte, la consommation additionnelle enregistrée en fin d'année joue un rôle important. Selon le WIFO, le surplus des ventes liées à Noël pour le seul mois de décembre atteint 1,15 Md EUR par rapport à la moyenne des 11 autres mois. Rapportée à un commerce de détail pesant 82 Mds EUR par an, cette demande additionnelle représente environ 1,5 % du chiffre d'affaires annuel.



Vienne constitue l'exemple le plus visible de cet effet saisonnier : ses marchés de Noël attirent 4 à 4,5 millions de visiteurs locaux, générant près de 140 M EUR de chiffre d'affaires pour les stands alimentaires et artisanaux - un chiffre qui ne tient pas compte des touristes internationaux-. L'effet est démultiplié par les événements culturels, au premier rang desquels le Concert du

Nouvel An, véritable vecteur de rayonnement international qui stimule hôtellerie, restauration et image de marque.

La Croatie, de son côté, connaît une autre logique. Le tourisme y représente environ 20 % du PIB, mais souffre d'une saisonnalité estivale très marquée. Les fêtes de fin d'année, et en particulier l'événement « *Advent u Zagrebu* » (plusieurs fois élu « *Best Xmas market in Europe* », et encore placé cette année dans la liste CNN des meilleurs marchés de Noël au monde), ont donc vocation à créer une "seconde saison". Les arrivées à Zagreb sur le mois de décembre (129 700 en 2024) représentent 1/3 du total des arrivées en Croatie (et ¼ des nuitées) alors que sur l'année complète, Zagreb ne représente que 6 % des arrivées. La consommation nationale connaît elle aussi un basculement important. Pour décembre, les dépenses de détail ont atteint 3,3 Mds EUR en 2024. En combinant commerce, cafés, restaurants et services, certaines estimations d'avant la pandémie évaluaient la consommation totale de décembre entre 1,6 Md EUR et 2 Mds EUR supplémentaires par rapport aux autres mois. Les produits alimentaires festifs - morue séchée (*bakalar*), charcuteries, desserts traditionnels, chocolats, et les alcools (vins, *rakija*, bières festives) contribuent pour une part importante à cette hausse.



Le rôle d' « *Advent u Zagrebu* » dans cette dynamique est par ailleurs central. Les touristes dépensent en Croatie en moyenne 133 à 170 EUR par jour selon les séries, ce qui signifie que les centaines de milliers de nuitées supplémentaires enregistrées en décembre représentent un apport économique substantiel pour la capitale. Les marchés de Noël, la restauration de rue et les cafés enregistrent des pics d'activité notables au début et au milieu du mois.

La Slovénie, enfin, connaît la même dynamique, mais sur un mode plus qualitatif. Avec un tourisme représentant environ 7 % du PIB, elle mise sur une approche plus durable et culturelle.

Les chiffres sont frappants : en décembre 2023, le commerce de détail a enregistré un chiffre d'affaires de 13,5 % supérieur à la moyenne mensuelle, et les services de restauration et d'hébergement de 9,5 % supérieurs, avec des hausses pouvant atteindre +40 % par rapport aux années de la pandémie. Le marché de Noël de Ljubljana -illuminations inspirées par l'astronomie, concerts gratuits, stands de gastronomie- attire un public qui consomme à la fois en ville (cafés, restaurants) et en commerces alimentaires.



Des externalités négatives difficiles à chiffrer précisément, mais qui paraissent encore maîtrisables

Le dynamisme additionnel qu'apporte la saison d'hiver ne se traduit pas seulement par des bénéfices. Dans les trois pays, et plus particulièrement dans leurs capitales, les fêtes de fin d'année génèrent également des externalités négatives, souvent non quantifiées, mais visibles et de mieux en mieux documentées.

La première est la pression sur le logement. Les marchés de Noël et la hausse des nuitées en décembre renforcent la demande en locations de courte durée. À Vienne, où le parc résidentiel est déjà tendu, les quartiers centraux voient une part croissante de logements quitter le marché traditionnel pour rejoindre celui du tourisme. Zagreb connaît la même dynamique, mais de manière encore plus rapide : l'essor soudain d' « *Advent u Zagrebu* » a encouragé de nombreux propriétaires à privilégier les locations saisonnières. Ljubljana, consciente des risques, a adopté des mesures restrictives pour limiter les licences Airbnb en centre-ville. Même en l'absence de

séries chiffrées isolant l'effet de décembre, les tendances observées permettent d'affirmer que la période festive intensifie une pression structurelle.

La congestion urbaine constitue un autre effet majeur. Les marchés de Noël attirent des foules importantes dans des centres préservés - *Innere Stadt* à Vienne, *Donji Grad* à Zagreb, centre historique de Ljubljana -, entraînant une saturation des transports publics, une hausse des coûts de sécurité, un besoin accru de nettoyage et une usure accélérée des infrastructures urbaines. À Zagreb et Ljubljana, dont les centres ont une capacité limitée, cette saturation se traduit par des conflits d'usage : les habitants évitent certaines zones, les commerçants traditionnels se plaignent de la dominance des stands temporaires, et les municipalités doivent mobiliser des ressources exceptionnelles pour gérer la période.

Les effets environnementaux sont également significatifs. L'éclairage en période de fêtes augmente la consommation énergétique - certes réduite depuis la généralisation des LED, mais non négligeable-. Les marchés produisent des volumes considérables de déchets : verres, gobelets, emballages alimentaires, matériaux à usage unique. En Croatie, certaines éditions de l'Avent avant 2020 ont été critiquées pour leur forte consommation d'électricité ; depuis 2022, un effort a été fait pour réduire l'empreinte lumineuse. Les déplacements touristiques -vols, voitures, bus- génèrent eux aussi un pic saisonnier d'émissions carbone.

Le patrimoine souffre également des flux touristiques additionnels. Les foules, le passage intensif sur des sols anciens, les vibrations, les installations temporaires lourdes ont un effet cumulatif sur les centres anciens protégés : pavés à remplacer plus souvent, façades à nettoyer, mobilier urbain à restaurer. Là encore, aucun chiffre officiel n'attribue un budget spécifique à la "réparation post-Noël", mais les municipalités reconnaissent que la période constitue un moment de surcharge pour les services d'entretien urbains.

À ces différentes contraintes s'ajoutent des effets commerciaux et sociaux : inflation saisonnière des prix touristiques, standardisation des stands de Noël au détriment de l'artisanat local, montée du ressentiment des habitants face à une ville qui semble temporairement "submergée par les touristes". Certains quartiers de Vienne et Zagreb évoquent une "disneylandisation" temporaire ; Ljubljana s'efforce d'y résister par une programmation plus artistique et sobre, mais la tension demeure.

Ces externalités ne sont pas marginales. Un succès touristique, lorsqu'il se concentre sur trois ou quatre semaines, crée des effets de seuil - saturation, tensions d'usage, coûts publics - qui viennent relativiser son bénéfice économique immédiat. Ces effets semblent pour l'instant maîtrisables et maîtrisés. Les villes devront toutefois veiller à ne pas se laisser trop rapidement déborder.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

41 minutes

Le trajet en train entre Graz et Klagenfurt grâce à l'ouverture de la ligne ferroviaire de Koralm le 14 décembre 2025

Le 28 novembre 2025, le gouvernement, les Länder et les communes se sont mis d'accord sur le nouveau pacte national de stabilité (*Österreichischer Stabilitätspakt*, ÖStP 2025) qui remplace le pacte conclu en 2012. Il vise à adapter les règles

budgétaires autrichiennes aux réformes du pacte de stabilité et de croissance de l'UE, notamment en intégrant le nouvel indicateur de dépenses nettes. Les collectivités locales s'engagent à respecter la trajectoire de dépenses nette comme calculée par le Conseil UE selon la répartition suivante :

	En % du PIB	2026	2027	2028	2029
Déficit public autorisé		-4,20	-3,50	-3,00	-2,80
dont l'Etat fédéral et la sécurité sociale		-3,07	-2,70	-2,31	-2,13
dont les 9 Länder		-1,13	-0,80	-0,69	-0,67

A partir de 2030, la répartition de la marge de déficit autorisé est fixée à 76 % pour l'Etat fédéral et la sécurité sociale et de 24 % pour les Länder. Ces derniers répartissent leur quote-part entre eux selon leur population, et réservent 20 % de leur marge aux communes. Les pénalités financières imposées par l'UE en cas de non-respect des règles seront réparties selon le principe du pollueur-payeur, en fonction de la contribution de chaque niveau de gouvernement au dépassement des objectifs. En réponse aux lacunes passées en matière de remontée des données et de prévisibilité (sous-estimation des déficits des länder en 2025), un comité de coordination sera mis en place, et les länder devront publier des données mensuelles. Le pacte doit être ratifié par le Parlement fédéral et les Länder début 2026, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. Les premières applications concrètes concernent les budgets 2026–2029.

Par ailleurs, le Fiskalrat (homologue du Haut Conseil des Finances publiques), dans son rapport sur les finances publiques 2024-2029, a une fois de plus souligné que des efforts budgétaires supplémentaires seront nécessaires pour atteindre un déficit public sous le seuil de 3 % d'ici 2029.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

La dernière conférence trimestrielle des prévisionnistes autrichiens (Wifo et IHS) crédite l'économie autrichien d'un rebond en cette fin d'année. L'année 2025 devrait se terminer sur une très légère progression du PIB estimée à +0,5 %, s'accentuant à +1,0 % voire +1,2 % en 2026, puis +1,4 % en 2027. La reprise est surtout portée par un retour des investissements dans l'outil productif (+3,0 % en 2025), retour qui a d'ailleurs surpris les prévisionnistes, et qui devrait se poursuivre en 2026 et 2027 (+1,5 % à +2,0 %).

Alors que les échanges commerciaux avec les Etats-Unis, jusqu'alors deuxième partenaire de l'Autriche, se sont effondrés (-22,2 %) en raison de la politique tarifaire du Président Trump, le commerce extérieur de l'Autriche devrait retrouver une trajectoire positive dès l'an prochain. Les exportations en 2025 ont progressé vers l'Italie, les Pays-Bas et la République tchèque.

En termes d'inflation, la progression des prix, qui devrait atteindre 3,5 % cette année, devrait légèrement se replier en 2026 à 2,6 %. L'abaissement temporaire de la fiscalité sur l'électricité, récemment adoptée par le Parlement (voir ci-après) a été saluée par les prévisionnistes qui appellent à inscrire cette mesure dans la durée.

En matière d'emploi, l'emploi salarié devrait continuer à progresser en 2026 (+0,7 %) et 2027 (+0,9 %). Le marché de l'emploi a bien résisté à la crise de l'industrie et le taux de chômage devrait légèrement se replier sous la barre des 5,5 % (définition du BIT) dans les deux prochaines années. Les dernières enquêtes réalisées auprès des entreprises montrent d'ailleurs un regain des ouvertures de postes, mais également un défaut de main-d'œuvre qualifiée.

En termes de finances publiques, le solde public devrait atteindre cette année -4,6 % du PIB, alors que l'Autriche est sous procédure de déficit excessif. Selon les projections, le solde public tendrait à se replier vers -4,0 % à l'horizon 2027. Si les prévisionnistes ont plébiscité le pacte de

stabilité passé entre les échelons de l'Etat en matière de déficit, ils appellent les pouvoirs publics à poursuivre les efforts de consolidation budgétaire en réduisant la dépense publique et en réformant les aides et subventions de l'Etat (doublons entre les échelons).

Enfin, le directeur du Wifo a attiré l'attention sur la trajectoire haussière des émissions de CO₂ qui dévie nettement des objectifs de neutralité carbone que l'UE et l'Autriche se sont fixés.

Finances

L'Autriche prévoit d'emprunter jusqu'à 70 Mds EUR en 2026

L'agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, prévoit d'emprunter, en 2026, 43 à 47 Mds EUR sous forme d'obligations, après 45 Mds EUR en 2025. Un calendrier des émissions obligataires a été établi : les enchères auront lieu une fois par mois. A cela s'ajoutent des financements à court terme qui en 2025 ont atteint 19 Mds EUR. Pour 2026, il est prévu d'augmenter le volume des financements à court terme de 2-4 Mds EUR. A la fin du mois d'octobre 2025, la dette de l'Etat fédéral (*Bund*) s'est élevée à 304 Mds EUR avec un taux d'intérêt effectif de 2,03 % et une durée moyenne des emprunts de 11,85 ans.

Veille sectorielle

Secteur financier

Des jetons en euro pour contrer la domination du dollar

Dix banques européennes, dont *Raiffeisen Bank International*, *UniCredit* et *BNP Paribas*, se sont alliées sous forme de consortium en vue de lancer au deuxième semestre 2026 un jeton en euro en alternative aux « stablecoins » corrélés au dollar. A cette fin, a été créée la coentreprise *Qivalis* qui sera surveillée par la banque centrale des Pays-Bas. Le nom du jeton n'est pas connu à ce stade. L'objectif est de créer une infrastructure européenne sécurisée pour faciliter les paiements transfrontaliers.

Industrie

L'équipementier Magna Steyr assemble pour les constructeurs chinois

Confronté à une baisse nette de son activité sur ses chaînes d'assemblage de Graz, qui a entraîné le licenciement fin 2024 de 800 salariés, l'équipementier Magna Steyr, filiale du groupe austro-canadien Magna International, assemble depuis la mi-septembre des véhicules électriques chinois des marques GAC et Xpeng. Il s'agit là de la première usine « tournevis » en Europe alors que le géant chinois BYD prépare un début de production en 2026 sur son site hongrois.

Règlement européen contre la déforestation (RDUE) : l'industrie du bois salue le report

Représentant plus de 1300 entreprises (de la scierie au producteur de ski ou de mobilier) et 25 600 salariés et dégageant un CA de 9,3 Mds EUR, la fédération de l'industrie du bois a salué la décision de report d'un an de l'application du RDUE prise par le Parlement européen. Aux yeux de la fédération, ce report permettra aux professionnels, « en ce temps de récession économique, de se consacrer au cœur de leur activité plutôt que de devoir fournir des données à l'Union européenne ». Les représentants appellent la Commission à entreprendre un effort supplémentaire en matière de simplification.

Transports

L'aéroport de Vienne renonce à son projet de troisième piste

Après près de vingt ans de débats, de recours et de procédures, l'exploitant de l'aéroport de Vienne-Schwechat, *Flughafen Wien AG*, a confirmé le 26 novembre qu'il abandonne son projet de troisième piste. La hausse des coûts (désormais estimée autour de 2 Mds EUR) et l'allongement du processus d'autorisation ont profondément modifié l'équation économique initiale. L'aéroport estime pouvoir gérer jusqu'à 52 millions de passagers par an (2025 : près de 32 millions) avec seulement deux pistes, à condition de poursuivre l'agrandissement des

terminaux et des capacités au sol, le volume d'investissement atteignant en 2025 environ 300 M EUR.

Energie et environnement

Un paquet de lois pour le secteur de l'électricité

Le gouvernement, soutenu par le parti Les Verts, a adopté mi-décembre un paquet de lois énergétiques dont la loi sur le secteur électrique (*EIWG, Elektrizitätswirtschaftsgesetz*) qui crée un cadre juridique pour le stockage, la production et la consommation de l'énergie électrique. Selon les explications du ministre de l'Economie et de l'Energie, Wolfgang Hattmannsdorfer (conservateur), elle contribuera, à moyen terme, à faire baisser les prix de l'électricité. En outre, en vue d'une réduction dès début 2026, le gouvernement a décidé de ramener la taxe sur l'électricité (*Elektrizitätsabgabe*) pour les ménages au niveau de 2024, soit 0,10 centime par kWh, contre 1,50 centime en 2025. Pour les entreprises, cette taxe a été fixé à 0,82 centime en 2026 contre 1,50 centime en 2025 et 0,10 centime en 2024. Selon le service d'analyse du Parlement (*Budgetdienst*), cette mesure permettra de faire baisser les prix d'électricité de 5 %, soit 50 EUR de moins par an pour un ménage moyen, mais pèsera sur le déficit de l'Etat. Le parti FPÖ n'a pas voté favorablement, jugeant trop faible la réduction des prix d'électricité (4 EUR par mois). Afin de financer le recul de recettes à hauteur de 520 M EUR, le gouvernement a introduit une taxe supplémentaire à hauteur de 500 M EUR sur les entreprises détenues par le holding des participations de l'Etat ÖBAG dont 200 M EUR pour l'énergéticien Verbund, 200 M EUR pour la foncière de l'Etat BIG et 100 M EUR pour le holding ÖBAG.

Aide européenne à la reconstruction : 32 M EUR versés à l'Autriche

La Commission européenne a versé à l'Autriche les montants définitifs au titre du Fonds de solidarité de l'UE (FSUE) afin de soutenir le pays dans sa reconstruction après les inondations dévastatrices de l'automne 2024. Des 108 M EUR mobilisés par la Commission à destination de l'Autriche et de la Pologne, l'Autriche se voit attribuer 32 M EUR, s'ajoutant à une avance de 10 M EUR déjà allouée en avril 2025. Ces fonds sont destinés à la restauration des infrastructures essentielles, couvrant des secteurs clés tels que les transports, la gestion de l'eau et des eaux usées, ainsi que le renforcement de la sécurité des infrastructures.

Tourisme

Hausse du nombre de voyages des Autrichiens en saison estivale – sauf vers les Etats-Unis

Entre juillet et septembre 2025, 65,5 % des Autrichiens âgés de plus de 15 ans ont entrepris des voyages de vacances dont plus de la moitié (58,3 %) à l'étranger et 41,7 % en Autriche. L'Italie est la destination préférée des Autrichiens avec 13,4 % du total des voyages de vacances (voyages à l'étranger et voyages à l'intérieur de l'Autriche confondus), suivie par la Croatie avec 9,3 % et le land de Styrie avec 7,8 %, avant l'Allemagne (7,2 %). Contrairement à la hausse générale, les voyages de vacances à destination des Etats-Unis reculent de plus de 10 %. Sont notamment touchées par la baisse les destinations à la côte Est des Etats-Unis (Floride, New York, Washington).

Agriculture

Le syndicat agricole Bauernbund présente ses priorités déclinées en 4 points

Face à la menace que représente aux yeux de l'organisation professionnelle *Bauernbund* (aile agricole du parti conservateur ÖVP) l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur et la crainte d'un abaissement des capacités de la future PAC, le président du *Bauernbund* Georg Strasser (député conservateur) a présenté un plan en quatre points en faveur d'une amélioration des prix des productions agricoles et d'une stabilisation de la production agroalimentaire locale.

- Afin de soutenir l'industrie agroalimentaire et de transformation, il appelle à une réglementation plus favorable sur le prix de l'électricité. Les transformateurs doivent pouvoir compter sur des allégements fiscaux en matière d'accès au réseau de distribution.

- Adopter une loi sur le gaz renouvelable et développer le potentiel du biogaz : le biogaz issu des résidus agricoles et les méthanisateurs représentent un atout capital en matière de résilience, de souveraineté énergétique et de protection du climat.
- Développer l'étiquetage de l'origine : Le Bauernbund voit dans l'étiquetage de l'origine un levier important pour favoriser la production locale, les enseignements tirés de cette pratique dans la restauration collective ont montré que ce levier permet de stabiliser les prix de production. Un dialogue avec les IAA et le secteur de la restauration est indispensable.
- Mieux encadrer les prix des intrants agricoles : le Bauernbund met en avant le danger que peut amener le MACF et autres contraintes en faveur du climat sur le prix des engrains et intrants agricoles. Les prix doivent être en adéquation avec une production agricole soutenable. M. Strasser met également en avant les incohérences entre des coûts de production en hausse constante, une pression accrue sur les exploitations et les importations de viande bon marché, de sucre et d'éthanol en provenance de pays tiers.

Politique agricole commune (PAC) : 1,34 Md EUR versé au secteur agricole

L'Agrarmarkt Austria (AMA), organisme payeur des aides agricoles, a procédé le 18 décembre au versement de 1,34 Md EUR au titre de la PAC aux exploitants agricoles autrichiens. Ce montant se décompose en (i) 571,6 M EUR d'aides directes (100 %), (ii) 445,5 M EUR au titre du programme agroenvironnemental ÖPUL (avance de 75 % des MAEC), (iii) 214,6 M EUR en aide compensatoires (avance de 75 %), (iv) 75,3 M EUR de remboursement de la taxe carbone et de l'aide sur le GNR agricole et (v) enfin 29,4 M EUR au titre d'aides à des projets.

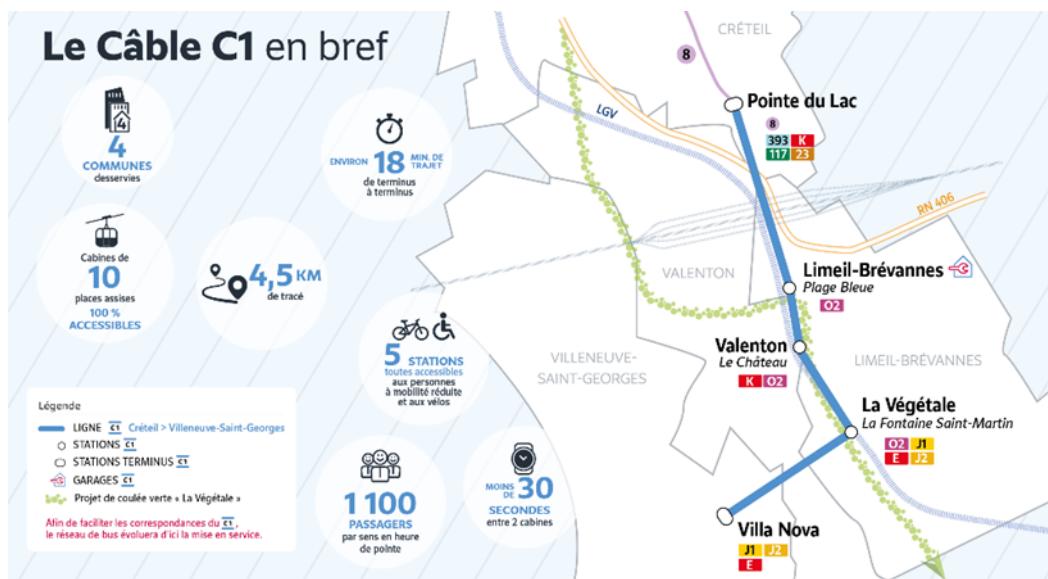
Relations bilatérales

Valneva fait de Vienne son site de R&D

Le spécialiste franco-autrichien des vaccins du voyage Valneva a annoncé fin novembre vouloir concentrer l'ensemble des activités de R&D sur le site de la société à Vienne. Les activités de R&D portent notamment sur le candidat vaccin contre la maladie de Lyme transmise par les tiques et le candidat vaccin contre la maladie infectieuse de l'intestin Shigellose.

Inauguration à Paris du Câble C1 construit par Doppelmayr

Le 13 décembre, après trois ans de travaux, a été inauguré le premier téléphérique d'Île-de-France construit par le fabricant autrichien de remontées mécaniques Doppelmayr, principal concurrent du groupe HTI (Leitner-Poma). Le Câble C1 relie les villes de Villeneuve-Saint-Georges, Limeil-Brévannes et Valenton au Métro 8 Crétieil – Pointe du Lac en 18 minutes. Il s'agit du plus long téléphérique urbain d'Europe.



Source : Île-de-France Mobilités

Le chiffre du mois à retenir

29 M EUR

Les incitations gouvernementales à l'investissement de l'usine de Renault à Novo mesto

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Le droit à l'argent liquide

L'Assemblée nationale slovène a adopté le 1^{er} décembre 2025, par 61 voix pour et aucune contre, un décret promulguant un amendement constitutionnel qui inscrit le droit au paiement en espèces dans la Constitution. La Constitution précisera désormais que chacun a le droit d'utiliser l'argent liquide comme moyen de paiement dans les transactions bancaires et autres transactions légales. Une majorité des deux tiers était nécessaire pour adopter l'amendement. Au cours des débats, les députés ont souligné l'importance de la protection de la vie privée et du recours à l'argent liquide en cas d'urgence.

Modification du programme de Fonds de cohésion

Le gouvernement slovène a modifié le programme de politique de cohésion 2021-2027, réaffectant 243,5 M EUR de subventions de cohésion et 15,5 M EUR provenant du filet de sécurité. La plus grande partie, soit 84,4 M EUR, sera réaffectée à la défense et à la sécurité, principalement à des fins de double usage. Avec le programme modifié, qui sera envoyé à Bruxelles pour approbation, la Slovénie accélère également le prélèvement des fonds de cohésion, en particulier en 2026. 81,4 M EUR seront consacrés à la défense et à la sécurité, dont 46 M EUR seront destinés à un double usage dans le domaine des soins de santé (hôpitaux régionaux). Quelque 53,5 M EUR seront consacrés à la compétitivité ou à des investissements contribuant aux objectifs de la plateforme « Technologies stratégiques pour l'Europe », 30 M EUR au développement et à la production de technologies stratégiques, et 23,5 M EUR à un supercalculateur. Au total, 57,7 M EUR ont été alloués à la transition énergétique et à la sécurité énergétique, qui seront principalement consacrés aux connexions énergétiques transfrontalières, au réseau de transport et de distribution, aux installations de stockage et aux infrastructures de recharge. 41,9 M EUR seront consacrés à des logements abordables et durables, y compris le cofinancement d'appartements publics et d'appartements sociaux médicalisés. Le programme modifié définit également un nouveau projet d'importance stratégique dans la région de cohésion orientale : la construction du centre culturel Rotovž à Maribor, qui bénéficiera d'un financement de l'UE à hauteur de 18 M EUR. Deux nouvelles mesures ont été ajoutées dans le cadre du Fonds pour une transition juste pour les deux régions slovènes qui abandonnent progressivement le charbon afin de fournir des logements abordables. 5 M EUR iront à la région de Savinja-Šalek et 1,5 M EUR à la région de Zasavje.

Les ministres des Finances de l'UE approuvent les modifications apportées au plan de relance et de résilience de la Slovénie

Les ministres des Finances de l'UE ont approuvé le 12 décembre 2025 la quatrième série de modifications apportées au plan de relance et de résilience de la Slovénie. En vertu de ces modifications, la Slovénie recevra 2,14 Mds EUR sous forme de subventions et de prêts, soit une

légère diminution par rapport au plan précédent. Cela signifie également que le nombre d'étapes et d'objectifs à atteindre sera réduit.

Les modifications réduisent les prêts disponibles de 87 M EUR à 526 M EUR, tandis que les subventions restent à 1,61 Md EUR, pour un total de 2,14 Mds EUR.

La date limite pour atteindre les étapes et les objectifs du plan est fixée à la fin août 2026, tandis que les paiements doivent être versés aux États membres jusqu'à la fin de 2026.

À ce jour, la Slovénie a reçu 1,54 Md EUR de la facilité pour la reprise et la résilience de l'UE, l'État ayant alloué 1,14 Md EUR du montant total reçu à quelque 1 360 projets.

Echanges

La Slovénie parmi les économies les plus mondialisées de l'UE en 2024

Selon l'Office national des statistiques, la Slovénie a continué de figurer parmi les économies les plus ouvertes de l'UE en 2024, avec une progression des flux commerciaux et d'investissement internationaux et une part élevée de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations. Les exportations de biens et de services ont augmenté de 2,1% et les importations de 2,5 % par rapport à 2023. La valeur des IDE a augmenté de 3,6 % à la fin de 2024 par rapport à 2023, mais leur part dans le PIB a baissé de 0,6 point pour s'établir à 34,2 %. Les investissements directs de la Slovénie à l'étranger ont augmenté de 11,9 % à la fin de l'année dernière, tandis que leur part dans le PIB a augmenté de 0,9 point pour atteindre 15,7 %.

En termes d'indicateur d'intégration des marchés des biens, qui mesure la valeur moyenne des exportations et des importations de biens en pourcentage du PIB, la Slovénie a conservé sa 2^{ème} place avec 62,2 %, derrière la Slovaquie.

Le niveau élevé de mondialisation et de dépendance de la Slovénie à l'égard du commerce international se reflète également dans la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations, calculée par l'OCDE. Son étude de 2025 a montré que cette part atteignait 42,3 % en 2022, dernière année de référence disponible pour le pays, ce qui est bien supérieur aux moyennes de l'OCDE et de l'UE, respectivement de 29,7 % et 37,1 %.

Veille sectorielle

Industrie

29 M EUR d'incitations gouvernementales à l'investissement de l'usine de Renault à Novo mesto

Le gouvernement slovène a approuvé jusqu'à 29 M EUR de subventions pour des projets d'investissement chez Revoz, filiale du constructeur automobile français Renault, qui se prépare au lancement de la production de la voiture électrique Twingo E-Tech en 2026. Le gouvernement a alloué jusqu'à 21,2 M EUR à la production de voitures électriques et jusqu'à 3,6 M EUR au moulage par injection et à la peinture de composants. Revoz recevra également jusqu'à 4,2 M EUR en tant que partenaire principal du projet E-Move.

Le projet EV de Revoz prévoit des investissements dans la production d'une nouvelle génération de petits véhicules électriques abordables. Des investissements dans des équipements de pointe seront réalisés dans les installations de production pour le formage de tôles, l'assemblage de carrosseries, la peinture et l'assemblage, ainsi que dans la logistique. L'autre investissement concerne la construction d'une nouvelle usine pour le moulage par injection et la peinture de composants en plastique dans le cadre d'une modernisation technologique de l'usine. Il comprend des investissements dans des machines et des équipements ainsi que des modifications des bâtiments.

Ces investissements, d'une valeur de 109 M EUR et 14 M EUR, ont fait l'objet d'un protocole d'accord signé par le gouvernement et Revoz en juillet 2024. E-Move est un projet de développement d'une plateforme de mobilité durable dans le cadre duquel Revoz agit en tant que demandeur et bénéficiaire de l'aide au nom de tous les partenaires du consortium. Il s'agit de LTH Castings, Tomplast, Siliko, Oprema Ravne et du Centre de développement de Novo

mesto. Les partenaires investiront conjointement dans la recherche, le développement et l'innovation.

Le gouvernement a approuvé une subvention pouvant atteindre 11,4 M EUR pour les coûts éligibles des investissements. Revoz recevra jusqu'à 4,2 M EUR, *LTH Castings* jusqu'à 2,4 M EUR, *Tomplast* environ 909 000 EUR, *Siliko* un peu moins de 3 M EUR, *Oprema Ravne* environ 747 400 euros et le Centre de développement de Novo mesto jusqu'à 85 000 EUR. Le projet vise à développer des solutions techniques et technologiques avancées pour la production durable et avancée des futures générations de véhicules. Le concept d'investissement global comprend le développement de tous les composants clés d'une carrosserie et d'un châssis de véhicule électrique, des pièces plastiques intérieures et extérieures, des composants hybrides et d'un groupe motopropulseur électrique (moteur électrique et batterie).

Transports

Les chemins de fer slovènes poursuivent la modernisation de leur flotte

Les Chemins de fer slovènes ont signé le 15 décembre 2025 un contrat d'une valeur de 97 M EUR pour l'achat de 20 voitures de voyageurs et de quatre nouvelles locomotives électriques multisystèmes, alors que l'opérateur ferroviaire national poursuit la modernisation de son parc de trains. Le ministère de l'Environnement, du Climat et de l'Énergie contribuera à hauteur de 44 M EUR provenant du Fonds pour le climat. Les voitures de voyageurs du groupe *Magyar Vagon* doivent être livrées entre juin et octobre 2028 et les locomotives *Vectron* de *Siemens* entre avril et mai 2027. Ces locomotives, dont la vitesse maximale sera de 200 km/h, pourront circuler dans huit pays sans changement aux gares frontalières : en Slovénie, en Autriche, en Croatie, en Hongrie, en Serbie, en Allemagne, en République tchèque et jusqu'à Trieste en Italie.

L'opérateur autoroutier slovène DARS poursuivra son vaste cycle d'investissements en 2026

L'opérateur étatique des autoroutes prolongera le tronçon autoroutier en direction de Štajerska dans la région de Ljubljana et le tronçon autoroutier en direction de Primorska dans la même région. L'année prochaine, DARS poursuivra également l'un de ses plus grands projets : la construction de l'autoroute nord-sud, connue sous le nom de « troisième axe de développement ». La société souhaite que la partie nord de l'autoroute soit ouverte à la circulation à l'automne 2029.

La modernisation du tunnel autoroutier de Karavanke/Karawanken reliant la Slovénie et l'Autriche devrait également se poursuivre. Le nouveau tube du tunnel devrait être ouvert à la circulation en mars 2026, mais le tube ouest fera ensuite l'objet de travaux de reconstruction (les deux tubes devraient permettre une circulation à sens unique sur les deux voies au début de l'année 2029).

Energie et environnement

Projet de loi sur la fermeture de la mine de Velenje

Le gouvernement a adopté un projet de loi sur la fermeture progressive de la mine de charbon de Velenje, élément clé de la stratégie nationale visant à éliminer progressivement l'utilisation du charbon d'ici 2033. Le projet de loi alloue 1,13 Md EUR du budget de l'État pour la période 2026-2045, soit environ 50 M EUR par an. Il comprend à la fois un programme détaillé de fermeture sur 20 ans et un plan opérationnel initial de deux ans.

Le chiffre du mois à retenir

+40 %

Progression de notre commerce bilatéral avec la Croatie depuis 2021

Zoom sur...

La visite officielle du Premier ministre Andrej Plenković

à Paris lundi 8 et mardi 9 décembre à l'invitation du Président de la république. Les différentes séquences de la visite du Premier ministre croate ont permis d'illustrer le fort développement qu'ont connu nos relations, en particulier dans les domaines de la défense et de l'économie, depuis la signature de "l'accord de partenariat stratégique renouvelé" à l'occasion de la visite du Président de la République à Zagreb en novembre 2021.

Organisé conjointement par la Chambre d'économie croate (HGK) et MEDEF International, un forum d'affaires a réuni une trentaine d'entreprises croates, représentées à leur plus haut niveau. Issues notamment des secteurs de l'énergie, des nouvelles technologies, de l'agroalimentaire, de la défense et du tourisme, ces entreprises – parmi lesquelles Končar, Rimac, Infobip, Orqa, Podravka, Đuro Đaković ou DOK-ING – ont pu échanger avec une vingtaine de grands groupes français.

Forum économique franco-croate



Après un propos introductif du Ministre délégué français chargé du commerce extérieur et de l'attractivité M. Nicolas Forissier, soulignant le développement de nos échanges (une progression de près de 40 % du commerce bilatéral depuis 2021) et l'opportunité d'aller plus loin dans des domaines comme l'armement, la transition énergétique et numérique, les villes durables, ou encore le tourisme (hôtellerie, plaisance), le Premier ministre Plenković, puis son ministre de l'économie M. Ante Šušnjar, ont pu présenter les atouts de la Croatie comme partenaire économique.

En parallèle de cette séquence, la visite a également été marquée par la signature de plusieurs accords : l'acquisition par la Croatie de 18 canons CAESAR, financée en partie via l'instrument européen SAFE, et une lettre d'intention en vue de la modernisation des douze avions Rafale croates. Enfin, la visite a été marquée par la signature, par le Ministre des affaires étrangères et européennes Gordan Grlić-Radman et le Ministre délégué chargé des affaires européennes Benjamin Haddad, du Plan d'action 2026-2028 pour la mise en œuvre de l'accord du partenariat stratégique.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Article IV : le FMI appelle à un resserrement budgétaire face aux tensions inflationnistes

Le FMI a conclu sa [consultation au titre de l'Article IV 2025 pour la Croatie](#), soulignant une croissance toujours robuste mais qui s'accompagne de déséquilibres macroéconomiques croissants. Malgré une activité soutenue par la demande intérieure et les fonds européens, le FMI note une hausse des pressions inflationnistes, un déficit budgétaire accru et un renforcement du déficit courant. Il appelle les autorités à engager une consolidation budgétaire plus ambitieuse, afin de reconstituer des marges de manœuvre et de contenir les tensions inflationnistes : maîtrise des salaires publics, amélioration de la collecte de TVA, retrait progressif des mesures anti-inflation et discipline accrue des finances locales. Relevant la part élevée d'achats immobiliers financés en espèces et la forte demande étrangère, le FMI recommande également de poursuivre et de renforcer les mesures en faveur de la fiscalité sur la propriété et sur les revenus des locations de courte durée.

Prévisions du FMI sur les principaux indicateurs du pays

	En %	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Taux de croissance PIB		3,1	2,7	2,6	2,6	2,5	2,5
Taux de chômage		4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
Inflation (HICP)		4,4	2,8	2,5	2,5	2,5	2,5
Dette publique		56,9	57,3	58,0	58,6	59,1	59,5
Déficit public		-2,9	-2,9	-2,9	-2,8	-2,6	-2,5

Echanges

Hausse des exportations croates

Selon les données préliminaires du [Bureau national des statistiques](#), les exportations croates ont enregistré une croissance d'environ 5,9 % sur les 10 premiers mois de l'année, tandis que les importations enregistrent une baisse d'environ 3,8 %. Ce qui porte le déficit commercial à près de 13,3 Mds EUR, avec les exportations couvrant 56,2 % des importations (contre 55,4 % en 2024),

Cette croissance des exportations est tirée principalement par l'industrie et les nouvelles technologies. Les produits manufacturés, notamment machines et équipements de transport, ont affiché un fort dynamisme, avec des augmentations à deux chiffres sur certains marchés clés.

	I – X, 2024 (M EUR)	I – X, 2025 (M EUR)	Indice I, – X, 2025 I, – X, 2024
Exportations	19 785	20 955	105,9
UE	13 047	13 923	106,7
Hors UE	6 737	7 031	104,4
Importations	35 918	37 272	103,8
EU	28 286	28 729	101,6
Hors UE	7 632	8 543	111,9
Solde	-16 133	-16 317	101,1
Couverture des importations par les exportations (en %)	55,1	56,2	

Source: [DZS](#)

Finances

8ème demande de déboursement

La Croatie a soumis le 15 décembre sa 8ème demande de déboursement à la Commission européenne au titre de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR), pour un montant de 897 M EUR, après avoir atteint l'ensemble des 17 jalons et objectifs prévus dans son programme national. Les investissements associés à cette demande couvrent notamment le développement de véhicules autonomes et électriques, l'amélioration des systèmes de surveillance agricole, l'optimisation des infrastructures de santé et la modernisation d'installations énergétiques et institutionnelles. Au total, la Croatie aura sollicité jusqu'à présent 7,3 Mds EUR des 10 Mds EUR disponibles via la FRR,

Veille sectorielle

Transports

L'Etat croate injecte 156 M EUR dans le capital de la compagnie aérienne nationale croate

L'État croate, actionnaire majoritaire de Croatia Airlines (CA), a décidé d'augmenter le capital de la compagnie à hauteur de 156 M EUR sur la période 2025-2027 combinant apports en numéraire et conversion de prêts existants en fonds propres. Cette mesure vise à soutenir la liquidité et la structure financière de CA, fragilisée par les surcoûts liés à la transition vers une flotte entièrement composée d'Airbus A220 d'ici 2027,

Energie

INA a signé deux contrats pour la réalisation du projet de production d'hydrogène vert au sein de la raffinerie de Rijeka,

INA a signé deux contrats totalisant près de 33 M EUR pour la construction du premier site commercial de production d'hydrogène vert en Croatie, au sein de la raffinerie de Rijeka. Le premier (22,5 M EUR) porte sur une usine d'hydrogène en partenariat avec KONČAR et Siemens Energy ; le second (11 M EUR) sur une centrale solaire alimentant un électrolyseur de 10 MW, le plus puissant du pays. La production annuelle visée est de 1 500 tonnes, destinées au transport et aux process de la raffinerie. Le projet bénéficie d'un soutien de 15 M EUR du Plan national de relance et de résilience (PNRR),

Logement

La loi sur le logement abordable en consultation publique

Le ministère croate de l'aménagement du territoire a lancé une consultation publique sur la Loi sur le logement abordable, un texte ambitieux visant à structurer une politique du logement plus accessible. La loi définit un logement abordable comme celui dont le loyer ou la mensualité (incluant charges et entretien) ne dépasse pas 30 % du revenu net du foyer. Les prix d'achat intègrent les coûts réels de construction, ajustés par des coefficients de développement territorial. L'interdiction de revente ou de sous-location pendant 35 ans, avec droit de préemption des collectivités et de l'Agence publique pour les transactions de biens immobiliers (APN), vise à éviter la spéculation. Les subventions incluent des prêts échelonnés sur 35 ans (10 % d'apport minimum, mix crédits bancaires/fonds publics) et des aides à l'achat du premier bien après 2025, plafonnées à 50 % au-dessus des moyennes locales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Mayhardt, P. Chaumont (vienne@dgtrésor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, (ljubljana@dgtrésor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtrésor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 18/12/2025